

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50  
Par porteur ou par la poste, Togo, France et Colonies : 1. fr. 75  
Etranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO, (A. O. F.)

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE



### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Rectificatif au Journal officiel du Togo du 1<sup>er</sup> décembre 1935 page 556. 1

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

Arrêté du 8 décembre 1935, déterminant les conditions dans lesquelles les jeunes gens originaires du Togo peuvent être admis à suivre les cours de l'école professionnelle d'agriculture de Porto-Novo. 2

Arrêté du 10 décembre 1935, fixant pour 1936 le taux de cession de la main d'œuvre pénale. 3

Arrêté du 11 décembre 1935, interdisant la circulation de certains véhicules automobiles sur la piste reliant la route de Lama-Kara Mango à Boukombé. 3

Arrêté du 16 décembre 1935, désignant l'administrateur supérieur du Togo comme chef du secrétariat général ad hoc pour remplir les fonctions de président de la commission centrale de surveillance des sociétés de prévoyance. 4

Arrêté du 16 décembre 1935, nommant un administrateur adjoint comme membre fonctionnaire de la cour d'assises du Togo. 4

Arrêté du 16 décembre 1935, désignant les membres pour former le collège des assesseurs près la cour d'assises du Togo pour l'année 1936. 4

Arrêté du 18 décembre 1935, fixant le nombre et l'emplacement des écoles officielles du Territoire. 5

Arrêté du 15 décembre 1935, portant fixation des *mercuriales officielles* : 1<sup>o</sup>) pour le calcul des *droits ad valorem* à l'entrée et à la sortie du territoire du Togo pour le 1<sup>er</sup> semestre de l'année 1936 ; et 2<sup>o</sup>) pour le calcul de la *taxe spéciale* sur le chiffre d'affaires à l'importation et à l'exportation pour la même période. 5

Actes divers concernant le personnel européen et le personnel indigène	10
Affectation de véhicules	12
Sociétés	12
Boissons alcooliques	12
Commissions	12
Imputation au budget local	12
Indemnité	13
Nomination d'un chef de canton	13
Secours et subventions	13
Domaines	13
Bulletin météorologique	14
Avis d'ouverture de successions	16
Avis aux navigateurs	16

### PARTIE NON OFFICIELLE

Avis	16
Annonces	16

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

RECTIFICATIF au journal officiel du Togo du 1<sup>er</sup> décembre 1935 page 556, 2<sup>e</sup> colonne, 21<sup>e</sup> ligne.

Au lieu de :

« Et aux personnes morales établies, dans un tel pays » ;

Lire :

« Et aux personnes morales françaises établies dans un tel pays ».

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Admission aux cours de l'école professionnelle d'agriculture de Porto-Novo

**ARRETE** N° 562 déterminant les conditions dans lesquelles les jeunes gens originaires du Togo peuvent être admis à suivre les cours de l'école professionnelle d'agriculture de Porto-Novo.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935, fixant l'organisation générale de l'enseignement officiel au Togo;

Vu l'arrêté du 31 janvier 1934, fixant à nouveau les soldes des personnels indigènes des cadres locaux et supprimant l'indemnité spéciale du Togo allouée audit personnel;

Vu l'arrêté du 24 mars 1934, réglementant à nouveau le statut du personnel indigène du Togo;

Vu l'arrêté du 12 octobre 1935, portant réorganisation du service de l'agriculture et des forêts;

### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Dans le but de donner une instruction théorique et pratique aux cultivateurs appelés à diriger une exploitation industrielle, et éventuellement aux candidats au cadre local du service de l'agriculture, des élèves pourront être envoyés par l'administration du Togo suivre des cours à l'école professionnelle d'agriculture de Porto-Novo où ils constitueront une section spéciale.

**ART. 2.** — Les élèves sont recrutés à la suite d'un concours parmi les jeunes gens originaires du Togo pourvus du certificat d'études primaires élémentaires délivré par le Territoire.

**ART. 3.** — Tout candidat doit produire 15 jours au moins avant la date du concours fixé par décision du Commissaire de la République :

- a) Une demande d'admission;
- b) Un bulletin de naissance ou un acte en tenant lieu;
- c) Une copie certifiée conforme du diplôme de certificat d'études primaires;
- d) Un certificat médical constatant l'aptitude à exercer la profession d'agriculteur;
- e) Un engagement de suivre les cours pendant la durée du cycle d'études;
- f) Une notice établie par l'administrateur de sa résidence, conformément au modèle fourni par le chef du service de l'agriculture.
- g) Un certificat de visite et contre visite attestant que le candidat n'est atteint d'aucune affection tuberculeuse.

(Examen se passant à Porto-Novo avant l'entrée à l'école).

Le dossier devra être adressé au directeur de l'école élémentaire ou régionale qui le fera parvenir avec ses observations au chef du service de l'agriculture sous couvert de l'administrateur commandant le cercle.

**ART. 4.** — L'engagement visé à l'article 3 ci-dessus doit spécifier que le candidat s'engage à suivre en entier le cycle des études prévues à l'école. Cet engagement porte la mention qu'en cas d'exclusion de l'école pour tout autre motif que raison de santé, le candidat devra rembourser au Territoire le montant de la bourse fixé par l'article 6. Le père, ou à défaut le tuteur, devra s'engager solidairement avec l'élève

à rembourser les dits frais et signer en présence de l'administrateur ou de l'administrateur-maire qui légalisera la signature. S'il ne sait signer, la certification sera faite en présence de deux témoins dont la signature sera également légalisée.

**ART. 5.** — Le concours d'entrée a lieu annuellement à une date fixée par le Commissaire de la République sur la proposition du chef du service de l'agriculture.

Les épreuves sont de deux sortes :

1° — Epreuves écrites passées aux chefs-lieux des cercles comportant :

Une rédaction sur un sujet d'agriculture générale;

Une épreuve de calcul (calcul de surface ou de volume, règle de 3 simple);

2° — Epreuves orales subies à Porto-Novo comportant :

Des interrogations sur les sciences usuelles appliquées à l'agriculture;

Lecture d'un texte français avec explications sur le sens du morceau, des phrases et des mots;

Des interrogations sur le système métrique.

Les épreuves écrites sont éliminatoires.

Les compositions établies sous la surveillance d'une commission comprenant :

Le commandant du cercle . . . . . *Président*

Le chef de la circonscription agricole ou à défaut un fonctionnaire désigné par le commandant de cercle; . . . . . *Membres*

Un agent désigné également par le commandant de cercle.

Sont envoyées, sous plis cachetés, en présence des 3 membres de la dite commission, à Porto-Novo où elles sont corrigées par un jury composé comme suit :

Le secrétaire général ou son délégué . . . . . *Président*

Le chef du service de l'agriculture ou son délégué; . . . . . *Membres*

Un fonctionnaire de l'enseignement;

Un fonctionnaire désigné par le Commissaire de la République.

Cette commission fait également subir les épreuves orales aux candidats qu'elle a déclaré admis à l'écrit.

Les candidats qui ont subi ces diverses épreuves avec succès sont admis à l'école professionnelle d'agriculture dans l'ordre de leur classement.

**ART. 6.** — La durée des études est de deux ans. Les élèves reçoivent une bourse dont le montant est fixé au début de chaque année scolaire par décision du Commissaire de la République et sont soumis au même régime que les élèves de la section dahoméenne.

Il sera en outre versé au budget local du Dahomey une somme de 75 francs par élève et par an pour participation du Territoire aux frais généraux de l'établissement.

### TITRE II

**ART. 7.** — L'école est placée sous la direction du chef du service de l'agriculture.

Les cours sont faits :

Par les agents européens du service de l'agriculture et des forêts assistés des agents indigènes du cadre pour la partie pratique;

Par un agent du service zootechnique ou à défaut un fonctionnaire d'un autre service désigné par le Commissaire de la République;

Par un instituteur du cadre supérieur, ou, à défaut, du cadre secondaire (cours de français).

Le taux des indemnités des chargés de cours est fixé pour chaque année scolaire par décision du Commissaire de la République.

ART. 8. — L'instruction théorique porte sur :

- 1<sup>o</sup> — Le français et particulièrement sur la rédaction de rapports;
- 2<sup>o</sup> — Le calcul appliqué aux calculs de superficies d'analyse physique de produits;
- 3<sup>o</sup> — Les éléments de topographie pratique;
- 4<sup>o</sup> — La botanique, éléments de parasitologie agricole;
- 5<sup>o</sup> — L'agriculture générale et étude des cultures spéciales au Togo;
- 6<sup>o</sup> — La conservation et préparation des échantillons de végétaux et d'insectes.

L'instruction pratique comporte :

- 1<sup>o</sup> — Des travaux pratiques dans les jardins d'essais et des stages dans les stations ou établissements particuliers (usines, concessions agricoles, etc. . .).
- 2<sup>o</sup> — Des tournées dans les circonscriptions agricoles sous la conduite de l'agent européen, chef de circonscription.

ART. 9. — Au cours de l'année scolaire, les élèves sont astreints à subir des épreuves écrites et orales, hebdomadaires ou mensuelles dont les notes comptent pour le classement.

Le passage d'une année à l'autre est prononcé par le Commissaire de la République, après avis du chef de service de l'agriculture, pour les élèves ayant obtenu la moyenne pour l'ensemble de notes données au cours de l'année aux épreuves orales et écrites, stages, conduite.

Les élèves qui n'obtiennent pas cette moyenne générale sont en principe licenciés. Ils peuvent être cependant autorisés par le Commissaire de la République, sur leur demande écrite, et après avis du chef du service de l'agriculture, à redoubler leur année.

A la fin de la deuxième année d'études, les élèves subissent un examen de sortie devant une commission composée :

- |  |           |
|--|-----------|
| Le secrétaire général ou son délégué   | Président |
| Du chef du service de l'agriculture ou de son délégué;                                       |           |
| D'un chef de circonscription agricole ou du pharmacien attaché à l'hôpital de Porto-Novo;    | Membres   |
| D'un fonctionnaire du service de l'enseignement désigné par le Commissaire de la République. |           |

Les épreuves cotées de 1 à 20 portent sur les matières suivantes :

- Connaissances théoriques (coefficient 2)
- Connaissances pratiques (coefficient 3)
- Moyenne des notes de stage des 2 années (coefficient 2)
- Moyenne des notes des rapports des 2 années (coefficient 1)

Les élèves sont classés par ordre de mérite. Tous ceux qui réunissent un total de points égal ou supérieur à 96 reçoivent le diplôme de l'école professionnelle d'agriculture.

ART. 10. — Toute infraction à la discipline est sanctionnée suivant sa gravité par :

La réprimande ou le blâme prononcés par le chef du service de l'agriculture;

Le licenciement, prononcé par le Commissaire de la République sur rapport du chef du service.

ART. 11. — Les élèves ont droit aux soins médicaux gratuits.

Des permissions de 3 mois avec bourse entière et demi-bourse peuvent être accordées pour maladie après avis d'un médecin de l'administration locale.

ART. 12. — Des permissions d'absence de 15 jours peuvent être accordées par le chef du service dans le cours de l'année scolaire.

ART. 13. — Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées et en particulier l'arrêté n° 264 du 12 novembre 1924.

ART. 14. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 8 décembre 1935.

DESANTI.

#### Taux de cession de la main-d'œuvre pénale

ARRETE N° 563 fixant pour 1936 le taux de cession de la main-d'œuvre pénale.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> septembre 1933, réorganisant le régime pénitentiaire indigène au Togo;

Vu l'arrêté du 28 mars 1934, réglementant la cession de la main-d'œuvre pénale dans le territoire du Togo;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est fixé comme suit, pour l'année 1936, le taux de cession de la main-d'œuvre pénale non spécialisée :

##### Cercle du sud

Par homme et par jour . . . . . 2 frs. 50

##### Cercle du centre

Par homme et par jour . . . . . 2 frs.

##### Cercle du nord

Par homme et par jour . . . . . 1 fr. 25

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 décembre 1935.

P. Le Commissaire de la République,  
L'administrateur supérieur chargé de l'expédition  
des affaires courantes et urgentes.  
GEISMAR.

#### Interdiction de circulation sur la piste Lama-Kara-Mango à Boukombé

ARRETE N° 564 interdisant la circulation de certains véhicules automobiles, sur la piste reliant route Lama-Kara-Mango à Boukombé.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 juin 1935, étendant au territoire du Togo placé sous le mandat de la France la réglementation pour l'usage des voies publiques ouvertes à la circulation dans l'Afrique occidentale française fixée par le décret du 21 juin 1934 rectifiée par le décret du 14 février 1935;

Vu le télégramme-lettre n° 980 du 6 décembre 1935 du commandant de cercle de Sokodé;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Par application de l'article 13 du décret du 16 juin 1935 susvisé, la circulation

de tout véhicule automobile autre que les voitures touristes est interdite dans le cercle de Sokodé sur la piste reliant la route Lama-Kara-Mango à Boukombé.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 12 décembre 1935, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 décembre 1935.

*P. Le Commissaire de la République absent,  
L'administrateur supérieur chargé de l'expédition  
des affaires courantes et urgentes.*  
GEISMAR.

**Désignation de l'administrateur du Togo comme chef du secrétariat général ad hoc, pour remplir les fonctions de président de la commission centrale de surveillance des sociétés de prévoyance**

ARRETE N° 565 désignant l'administrateur supérieur du Togo comme chef du secrétariat général ad hoc pour remplir les fonctions de président de la commission centrale de surveillance des Sociétés de prévoyance.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu le décret du 3 novembre 1934, relatif aux Sociétés indigènes de prévoyance au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'administrateur supérieur du Togo est désigné comme chef du secrétariat général ad hoc pour remplir les fonctions de président de la commission centrale de surveillance des Sociétés de prévoyance prévue par l'article 13 du décret du 3 novembre 1934 susvisé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 16 décembre 1935.

*P. Le Commissaire de la République,  
L'administrateur supérieur chargé de l'expédition  
des affaires courantes et urgentes.*  
GEISMAR.

**Nomination d'un administrateur-adjoint des colonies comme membre fonctionnaire de la cour d'assises du Togo**

ARRETE N° 566.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu le décret du 16 novembre 1924, portant réorganisation de la justice française en Afrique occidentale française;  
Vu le décret du 8 août 1920, créant un tribunal de première instance à Lomé (Togo);

Vu l'article 253 du code d'instruction criminelle local;  
Sur la proposition du procureur général, chef du service judiciaire de l'Afrique occidentale française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — M. SANSON Pierre, administrateur-adjoint des colonies, est nommé membre-fonctionnaire de la cour d'assises du Togo, pour l'année 1936.

ART. 2. — Le procureur général, chef du service judiciaire de l'Afrique occidentale française, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 16 décembre 1935.

*P. Le Commissaire de la République p. i. absent,  
L'administrateur supérieur, chargé de l'expédition  
des affaires courantes et urgentes.*  
GEISMAR.

*Par le Commissaire de la République :*  
*Le chef du service judiciaire,*  
LANES.

**Collège des assesseurs près la cour d'assises du Togo pour l'année 1936**

ARRETE N° 567.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 novembre 1924, portant réorganisation de la justice française en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 8 août 1920, créant un tribunal de première instance à Lomé Togo;

Vu les dispositions des articles 381 et suivants du code d'instruction criminelle local;

Vu la liste des notables susceptibles d'être désignés comme assesseurs près la cour d'assises du Togo, pour l'année 1936;

Sur la proposition du procureur général, chef du service judiciaire de l'Afrique occidentale française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont désignés pour former le collège des assesseurs près la cour d'assises du Togo, pour l'année 1936 :

1<sup>re</sup> Liste

M.M. LAMY-CHARRIER René, 46 ans, chef ouvrier d'art, Lomé;  
VEUILLET Camille, 43 ans, inspecteur de la voie C. F. T. Lomé;  
PEYROTES Jean Théophile, 41 ans, receveur de l'enregistrement, Lomé;  
DABEZIES Georges, 41 ans, agent technique des travaux publics, Lomé;  
NOUVEL Lucien, 36 ans, inspecteur-traction, Lomé;  
PINELLI Roch-Vincent, 36 ans, comptable C. F. T. Lomé;  
DURONI Albert, 36 ans, agent des Chargeurs Réunis, Lomé;  
LARRERE Joseph, 35 ans, commis principal de trésoreries, Lomé;  
CERVEAUX Charles-Lyonel, 32 ans, sous-chef de gare, Lomé;  
CARON Jules, 31 ans, ingénieur météorologiste, Lomé;  
WELSCH Louis, 30 ans, employé de la B. A. O., Lomé;  
SERRE Pierre, 42 ans, ouvrier d'art chemin de fer, Lomé.

2<sup>e</sup> Liste

M.M. ROBERT Alexandre, 55 ans, inspecteur des produits, Lomé;  
WALLON Henri, 34 ans, sous-chef de dépôt, Lomé;  
ESTASSY Yves, 31 ans, ingénieur des travaux publics, Lomé.

ART. 2. — Le procureur général, chef du service

judiciaire de l'Afrique occidentale française, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 16 décembre 1935.

*P. Le Commissaire de la République p. i. absent :  
L'administrateur en chef GEISMAR  
administrateur supérieur du Togo, chargé de  
l'expédition des affaires courantes et urgentes.*  
GEISMAR.

*Par Le Commissaire de la République :  
Le chef du service judiciaire,  
LANES.*

#### Nombre et emplacement des écoles officielles

**ARRETE** N° 569 fixant le nombre et l'emplacement des écoles officielles du Territoire.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu l'arrêté du 18 janvier 1925, fixant organisation générale de l'enseignement officiel au Togo;  
Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;

#### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Pour l'année 1936 le nombre et l'emplacement des écoles officielles du Territoire sont fixés comme suit :

*Ecoles régionales.* — Le nombre des écoles régionales est de deux :

Lomé : Ecole de la rue F. Bohn . . . . . 1 classe  
Sokodé : Ecole du centre . . . . . 1 classe

*Ecoles urbaines.* — Le nombre des écoles urbaines est de dix :

Lomé	{	Ecole de la route d'Anécho	6 classes
		Ecole de la rue des Alliés	4 classes
		Ecole d'Amoutivé	3 classes
Anécho	{	Ecole de Kpota	2 classes
		Ecole d'Adjido	4 classes
		Ecole de Zébévi	5 classes
Atakpamé		Ecole du centre	5 classes
Palimé		Ecole du centre	5 classes
Sokodé		Ecole du centre	3 classes
Mango		Ecole du centre	4 classes

*Ecoles ménagères.* — Le nombre des écoles ménagères est de deux :

Lomé. — Ecole ménagère . . . . . 4 classes  
Anécho. — Ecole de Kpota . . . . . 3 classes

*Ecoles de village.* — Le nombre des écoles de village est de quinze :

#### CERCLE DU SUD :

*Subdivision de Lomé :* — Abobo, Mission-Tové.  
*Subdivision d'Anécho :* — Aképé, Aklakou, Zowla.

#### CERCLE DU CENTRE :

*Subdivision d'Atakpamé :* — Kpessi, Okou, Yégué.  
*Subdivision de Palimé :* — Agou, Daye-Apéyéme, Goudévé.

#### CERCLE DU NORD :

*Subdivision de Bassari :* — Bassari, Bafilo, Kabou.  
*Subdivision de Mango :* — Dapango.  
*Ecoles populaires rurales :* — Le nombre des écoles populaires est fixé à treize.

#### CERCLE DU SUD :

*Subdivision de Tsévié :* — Gamé.  
*Subdivision d'Anécho :* — Amégnran.

#### CERCLE DU CENTRE :

*Subdivision d'Atakpamé :* — Amlamé, Nuatja.  
*Subdivision de Palimé :* — Daye-Kakpa Kpadafé Kouma.

#### CERCLE DU NORD :

*Subdivision de Sokodé :* — Parataou.

*Subdivision de Lama-Kara :* — Lama-Kara, Kouméa.  
*Subdivision de Bassari :* — Guérin-Kouka.  
*Subdivision de Mango :* — Nakitindi-Laré, Kandé.

**ART. 2.** — Le nombre des centres scolaires est fixé à trois :

*Le centre scolaire de Lomé.* — qui comprend les écoles du cercle du sud.

*Le centre scolaire d'Atakpamé.* — qui comprend les écoles du cercle du centre.

*Le centre scolaire de Sokodé.* — qui comprend les écoles du cercle du nord.

**ART. 3.** — Par mesure transitoire, les écoles urbaines d'Anécho (Kpota), Palimé, Atakpamé et Mango, sont autorisées en 1936, à présenter à l'examen du certificat d'études primaires les élèves qui ont déjà fréquenté le cours moyen pendant une année.

**ART. 4.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 décembre 1935.

*P. Le Commissaire de la République p. i. absent,  
L'administrateur supérieur chargé de l'expédition  
des affaires courantes et urgentes.*  
GEISMAR.

#### Fixation des mercuriales officielles

**ARRETE** portant fixation des mercuriales officielles  
1° — Pour le calcul des droits « ad valorem » à l'entrée et à la sortie du Togo pour le 1<sup>er</sup> semestre de l'année 1936. 2° — Pour le calcul de la taxe spéciale sur le chiffre d'affaires à l'importation et à l'exportation pendant la même période.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu l'arrêté du 3 juillet 1935 instituant une commission des mercuriales;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1928 fixant les taxes à percevoir à l'entrée du territoire du Togo des produits de toute provenance et de toute origine;

Vu l'arrêté n° 336 du 23 juillet 1935 déterminant les règles de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice;

Vu l'arrêté n° 337 du 23 juillet 1935 fixant le taux de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice perçues dans le territoire du Togo;

Après avis de la commission des mercuriales;

Sous réserve d'approbation en conseil d'administration;

#### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Les droits « ad valorem » applicables aux marchandises à l'entrée et à la sortie du territoire du Togo seront liquidés par le service des douanes, pendant le 1<sup>er</sup> semestre de l'année 1936, en conformité des indications du tableau I ci-annexé, qui serviront également à l'établissement des statistiques du commerce pendant la même période.

**ART. 2.** — La taxe sur le chiffre d'affaires sera perçue selon les valeurs prévues aux tableaux I et II ci-annexés, se complétant.

**ART. 3.** — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 27 décembre 1935.

*P. Le Commissaire de la République p. i. absent,  
L'administrateur supérieur du Togo, chargé de  
l'expédition des affaires courantes et urgentes,*  
GEISMAR.

TABLEAU I

DES MERCURIALES OFFICIELLES EN VIGUEUR PENDANT LE 1<sup>er</sup> SEMESTRE 1936 POUR LE CALCUL DES DROITS « AD VALOREM » A L'ENTRÉE ET A LA SORTIE DU TOGO ET A L'ÉTABLISSEMENT DES STATISTIQUES DU COMMERCE

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE VALORATION	VALORATION DU 1 <sup>er</sup> SEMESTRE 1936
Acide carbonique . . . . .	100 kilogrammes net.	350 frs.
Alcools dénaturés . . . . .	L'hectolitre.	300 —
Amandes de karité . . . . .	100 kilogrammes brut.	50 —
Amandes de palme . . . . .	—	50 —
Amidons . . . . .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	200 —
Animaux vivants . . . . .	La tête.	200 —
	Bœufs et taureaux.	90 —
	Veaux et Génisses.	30 —
	Moutons . . . . .	25 —
	Chèvres . . . . .	50 —
	Porcs . . . . .	2,5 —
	Volailles . . . . .	12 —
	{ poulets	25 —
	{ canards	—
	{ dindons . . . . .	—
Arachides . . . . .	100 kilogrammes brut.	60 —
Babouches brodées de fils de coton . . . . .	en coques	95 —
	décortiquées . . . . .	32 —
Babouches ornées de fils de soie ou fils métalliques . . . . .	La paire.	60 —
Babouches pour enfants dont la longueur de semelle est inférieure à 23 centimètres . . . . .	—	12 —
Babouches autres . . . . .	à semelles simples . . . . .	18 —
	à semelles renforcées . . . . .	28 —
Huile de karité . . . . .	100 kilogrammes net.	150 —
Beurre (salé ou non salé) . . . . .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	1.500 —
	en boîtes métalliques . . . . .	1.300 —
Bière . . . . .	autrement présentés . . . . .	—
	L'hectolitre.	175 —
Biscuits de mer . . . . .	en fût (1) . . . . .	325 —
	en bouteilles (bouteilles comprises)	—
Bougies de toutes sortes . . . . .	légèrement sucrés . . . . .	250 —
	non sucrés . . . . .	230 —
Bouteilles et flacons importés pleins . . . . .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	415 —
	Le cent.	50 —
	—	30 —
Cacao en fève . . . . .	—	20 —
	100 kilogrammes net.	130 —
Café vert d'importation . . . . .	—	500 —
Café vert d'origine locale . . . . .	—	500 —
Caoutchouc brut . . . . .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	200 —
Carbure de calcium . . . . .	—	160 —
Céréales en grains : orge . . . . .	100 kilogrammes brut.	65 —
Chaux hydraulique . . . . .	—	20 —
Chicorée (brûlée ou moulue) . . . . .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	375 —
Chocolat ordinaire en tablettes ou en poudre (2) . . . . .	—	800 —
Ciment (à l'exclusion du ciment fondu et ciment coloré) . . . . .	100 kilogrammes brut.	19 —
Cire . . . . .	—	200 —
	brute . . . . .	500 —
Colas . . . . .	clarifiée . . . . .	—
	—	100 —
Confitures . . . . .	100 kilogrammes net.	100 —
	50% de sucre ou plus . . . . .	725 —
	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	550 —
Cornes brutes de bétail . . . . .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	25 —
Coton égrené . . . . .	—	350 —
Coprah . . . . .	100 kilogrammes net.	85 —

(1) La valoration mercuriale n'est applicable qu'aux seules bières en fûts dont la valeur de facture est inférieure à 175 francs l'hectolitre emballage non compris. Celles dont la valeur de facture est égale ou supérieure à 175 francs sur les mêmes bases seront soumises aux droits de cette valeur de facture majorée de 25%.

(2) La valoration mercuriale n'est applicable qu'aux seuls chocolats dont la valeur de facture est inférieure à 900 francs les 100 kg. demi-brut. Ceux dont la valeur de facture est égale ou supérieure à 900 francs les 100 kg. demi-brut, seront soumis aux droits d'après cette valeur de facture majorée de 25%.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE VALORATION	VALORATION DU 1 <sup>er</sup> SEMESTRE 1936
Cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain { première fusion (masses et barres) . . . . . battu ou laminé et en fils . . . . .	100 kilogrammes net. — La pièce.	450 frs. 550 — 25 —
Dames-jeannes et bonbonnes . . . . .	100 kilogrammes net.	135 —
Dattes de qualité commune importées en caisses, en sacs ou emballages similaires . . . . .	—	4.000 —
Défenses d'éléphant . . . . .	—	2.500 —
Dent d'hippopotame . . . . .	—	220 —
Drums et bidons en tôle importés pleins . . . . .	—	700 —
Encens non purifié (3) . . . . .	100 kilogrammes net.	375 —
Essence de térébenthine . . . . .	La pièce	3 —
Estagnons d'essences ou de pétroles importés pleins . . . . .	100 kilogrammes net.	65 —
Mazout . . . . .	100 kilogrammes brut.	70 —
Farine de froment . . . . .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	95 —
Farine de manioc . . . . .	100 kilogrammes net.	95 —
Fécules exotiques (sagou, salep et similaires) . . . . .	—	50 —
Fers et aciers ordi- naires (4) . . . . .	—	200 —
Films cinématographiques . . . . .	—	75 —
— en location . . . . .	—	120 —
Fils de coton en éche- veaux pour tissage . . . . .	Le mètre de longueur.	0,50
— simples . . . . .	—	0,05
— retors . . . . .	100 kilogrammes net.	900 —
— écrus . . . . .	—	1.100 —
— blanchis . . . . .	—	1.325 —
— teints . . . . .	—	1.300 —
— écrus . . . . .	—	1.500 —
— blanchis . . . . .	—	1.800 —
— teints . . . . .	—	80 —
Fruits de tables frais { bananes . . . . . ananas . . . . .	—	125 —
Fûts en fer ou acier importés pleins . . . . .	—	220 —
Gomme copal . . . . .	100 kilogrammes brut.	450 —
Goudron végétal . . . . .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	150 —
Graines de coton . . . . .	100 kilogrammes net.	10 —
Graines de kapok . . . . .	—	30 —
Graines de sésames . . . . .	—	50 —
Graines de ricin . . . . .	—	60 —
Graisses végétales alimentaires autres . . . . .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	380 —
Gruaux, semoules en gruau et blé concassé . . . . .	100 kilogrammes net.	220 —
— d'olives (5) . . . . .	—	750 —
Huiles végétales . . . . .	—	425 —
— d'arachides d'im- portation . . . . .	—	500 —
— d'arachides de fabrication locale . . . . .	—	280 —
— sésames . . . . .	—	380 —
— de lin . . . . .	—	280 —
— de coton . . . . .	—	400 —
— de palme . . . . .	—	80 —
Ignames . . . . .	—	20 —
Kapok non égrené . . . . .	—	100 —
Kapok égrené . . . . .	—	200 —

(3) L'encens purifié est taxé à la valeur de facture majorée de 25%.

(4) Sont considérés comme fers et aciers ordinaires les métaux de l'espèce valant moins de 120 frs. les 100 Kilos net au prix de facture.

(5) Non compris les huiles de table contenant une certaine proportion d'huile d'olive qui sont taxées ad valorem.

(6) Les légumes en farine sont taxés ad valorem F + 25%.

(7) Les thés dont la valeur de facture est supérieure à 1.150 francs les 100 kilos net échappent à la mercurialisation et sont, par suite, soumis aux droits sur la valeur de facture majorée de 25%.

(8) Cette valoration n'est applicable qu'aux seuls vins ordinaires en fût, dont le prix de facture (emballage compris) est égal ou inférieur à 250 frs. l'hectolitre. Pour les vins ordinaires importés en demi-muids, la valeur de l'emballage est fixée forfaitairement à 200 frs. Les boissons de l'espèce, dont le prix de vente dépasse 250 frs. l'hectolitre logé, échappent à la mercurialisation et sont par suite, soumises aux droits d'après la valeur de facture majorée de 25%.

(9) Les produits non dénommés au tarif et non mercurialisés sont passibles d'un droit de 10% de la facture (emballage compris) majorée de 25%.

NOTA. — La taxe ad valorem applicable à une marchandise couvre à la fois le contenu et le contenant lorsque le produit est imposé d'après le prix de facture, c'est-à-dire d'après le prix de la marchandise au moment où elle sort des magasins du commerçant expéditeur (emballage compris). Il résulte de ces dispositions que les droits à appliquer aux produits non mercualisés et renfermés dans des emballages mercualisés (vins ordinaires en bouteilles, huiles lourdes contenues dans des drums en tôle, etc...), ne peuvent être basés que sur le prix de facture de l'envoi, c'est-à-dire sur la valeur cumulée du contenu et du contenant avec majoration de 25%. Il n'y a dès lors pas lieu, dans le cas envisagé, de faire supporter en outre à l'emballage mercualisé le droit qui lui est propre d'après la valoration mercualière.

TABLEAU II.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE PERCEPTION	VALEUR	
IMPORTATIONS			
Viandes salées de bœufs et autres	100 kilogrammes net.	500 frs.	
Charcuterie fabriquée	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	1.600 —	
Conserves de viandes en boîtes autres que jambons	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	220 —	
Conserves de viandes en terrines	—	1.300 —	
Patés de foie gras	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut	2.350 —	
Fromages	{ dits de Gruyère	100 kilogrammes net.	1.400 —
	{ autres	—	1.300 —
Conserves de poissons	{ sardines et autres	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	800 —
	{ chinchards et pilchares	—	220 —
Pommes de terre	100 kilogrammes brut.	100 —	
Sucres raffinés	100 kilogrammes net.	100 —	
Biscuits sucrés fins : plus de 50% de sucre	—	3.400 —	
Biscuits sucrés fins : moins de 50% de sucre	—	2.400 —	
Tabacs en feuilles	—	550 —	
Cigarettes en boîtes	—	3.300 —	
Cigarettes en paquets	—	1.600 —	
Huiles de ricin en fûts	—	410 —	
Oignons	100 kilogrammes brut.	100 —	
Autres légumes	—	300 —	
Purée de tomates	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	200 —	
Etoupes	100 kilogrammes brut.	300 —	
Eaux minérales de toutes sortes	L'hectolitre.	400 —	
Anis Berger ou Pernod et similaires	—	700 —	
Gins et Genjèvres	—	520 —	
Whiskys	—	1.850 —	
Rhums en bouteilles	—	700 —	
Rhums en fûts	—	400 —	
Craies et blancs d'Espagne	100 kilogrammes brut.	150 —	
Chaux ordinaires ou grasses	—	35 —	
Goudron minéral	100 kilogrammes net.	80 —	
Huiles de pétrole et de schiste	{ Pétrole en caisse et estagnons	—	90 —
	{ Essence en vrac et en fûts	—	90 —
	{ Essence en caisse et estagnons	—	100 —
	{ Huiles lourdes et résidus de pétrole	—	130 —
Tôles pour toiture	—	130 —	
Fils de fer galvanisé	100 kilogrammes brut.	140 —	
Potasse et carbonate de potasse	100 kilogrammes net.	150 —	
Soudé caustique	—	470 —	
Sels	{ raffinés blancs en sacs (1)	—	30 —
	{ raffinés blancs en flacons	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	240 —
	{ autres	100 kilogrammes net.	20 —
Aluns d'ammoniac et de potasse	100 kilogrammes brut.	90 —	
Sulfate de magnésie	—	130 —	
Sulfate de quinine et autres sels de quinine	kilogramme net.	450 —	
Aspirine	—	450 —	
Produits chimiques dérivés de la distillation du goudron minéral	100 kilogrammes net.	140 —	
Outremer	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	750 —	

(1) Tous les sels fins blancs devront être considérés comme sels raffinés.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE PERCEPTION	VALEUR
Vernis à l'essence et à l'huile.	100 kilogrammes net.	910 frs.
Ocre broyé ou autrement préparé	100 kilogrammes brut.	200 —
Couleurs broyées à l'huile.	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	700 —
Colle forte.	100 kilogrammes brut.	260 —
Verres à vitre ordinaires	100 kilogrammes net.	400 —
Vitrification en grains percés.	—	1.500 —
Cordages goudronnés ou non	—	420 —
Couvertures communes	—	720 —
Grillages de fer ou en acier	—	200 —
Cartouches pour fusil de chasse.	le mille.	800 —
Allumettes chimiques (boîtes contenant 100 allumettes au plus).	les 1.000 boîtes.	60 —
Autres articles non désignés ci-dessus :	valeur définie par article 5 arrêté 106 du 21 février 1931.	

## EXPORTATIONS

Maïs	1.000 kilogrammes net.	170 —
Crevettes fumées	—	3.000 —
Mil	—	350 —
Coton non égrené	—	850 —
Indigo en herbe	—	1.000 —
Nattes indigènes	en raphia	2.000 —
	autres	500 —
Farine de manioc	—	550 —
Tapioca	—	500 —

NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC.  
CONCERNANT LE PERSONNEL

## PERSONNEL EUROPÉEN

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

## Nominations

Par décisions des :

12 décembre 1935. — M. MONNIER Edouard, adjoint principal de 3<sup>e</sup> classe des services civils du Togo, est désigné en qualité de secrétaire-archiviste « ad hoc » du conseil d'administration du Togo pour la séance du 22 décembre 1935.

11 décembre 1935. — M. DEMONIO François, élève-administrateur des colonies, est désigné en qualité de secrétaire du conseil économique et financier pour la séance du 21 décembre 1935.

## Affectations

Par décisions des :

16 décembre 1935. — M. CAPELIER, instituteur de 6<sup>e</sup> classe, en service à Lomé, est chargé des classes de vacances du cours de perfectionnement des moniteurs, du 9 décembre 1935 au 9 janvier 1936 inclus.

M. CAPELIER, aura droit à l'indemnité prévue par l'arrêté du 20 mai 1933.

17 décembre 1935. — M. BANCEL, commis stagiaire de 3<sup>e</sup> classe des services civils du Togo, en service au bureau des finances, est mis à la disposition du chef de la police et de la sûreté.

16 décembre 1935. — M. CANCEL, commis stagiaire des services civils du Togo, en service au bureau des finances est nommé comptable-gestionnaire du magasin général et agent transitaire du service local, en remplacement de M. CATHELIN, chef-comptable hors classe des travaux publics qui reste à la disposition de l'administrateur supérieur.

8 décembre 1935. — Les fonctionnaires attendus à Lomé le 12 décembre 1935 par s/s *Amérique* reçoivent les affectations suivantes :

M. JUGUET, médecin-lieutenant des troupes coloniales nouvellement désigné pour servir hors cadres au Togo est mis à la disposition du médecin chef de l'hôpital de Lomé pour y remplir les fonctions de médecin résident en remplacement de M. TOUZIN médecin lieutenant appelé à d'autres fonctions.

M. JUGUET remplira, en outre, les fonctions d'agent principal de la santé du port de Lomé et sera chargé du service médical de la subdivision de Lomé, du service d'hygiène de la ville de Lomé, de la visite des fonctionnaires et de leur famille, du service médical des forces de police de Lomé et de l'inspection des viandes pendant les absences du chef-lieu de M. le médecin-vétérinaire, chef du service de zootechnie.

M. BERTHON, surveillant de 3<sup>e</sup> classe du cadre des travaux publics du Togo, retour de congé est mis à la disposition du chef de service des travaux publics du chemin de fer et wharf.

M. DELAPIERRE, chef surveillant du cadre commun supérieur des travaux publics de l'A. O. F., détaché au Togo, retour de congé est mis à la disposition du chef de service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf.

M. TOUZIN, médecin-lieutenant des troupes coloniales précédemment en service à Lomé, est nommé chef de la subdivision sanitaire de Palimé, il sera en outre chargé de l'inspection des viandes de boucherie.

M. FONTAINE, conducteur principal d'agriculture de 3<sup>e</sup> classe du cadre du Togo, adjoint au chef de la 1<sup>re</sup> circonscription agricole, précédemment en service à Anécho, est affecté à Lomé où il remplira les mêmes fonctions.

M. COADER, pharmacien-capitaine des troupes coloniales nouvellement désigné pour servir au Togo, attendu à Lomé le 20 décembre 1935 sur s/s *Hoggar* est mis à la disposition du chef de service de santé.

#### Congés — Passages — Permissions

Par décisions des :

10 décembre 1935. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir à Cruas (Ardèche), est accordé à M. BURIGNAT Marc, mécanicien de 2<sup>e</sup> classe du cadre du chemin de fer du Togo qui compte 24 mois et 17 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France en 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot *Canada* attendu à Lomé vers le 13 janvier 1936.

16 décembre 1935. — Une réquisition de passage en 1<sup>re</sup> classe (2<sup>e</sup> catégorie), sur le paquebot *Banfora* attendu à Lomé vers le 16 décembre 1935 est accordée à M. VUILLET Charles, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies.

8 décembre 1935. — Une réquisition de passage de retour en 1<sup>re</sup> classe, 2<sup>e</sup> catégorie, sur le s/s *Assie* attendu à Lomé le 7 janvier 1936 est accordée à M. DELOURMEL, pharmacien capitaine des troupes coloniales, rapatriable.

Une permission d'absence de 7 jours du 6 au 12 décembre 1935 inclus, est accordée à M. LAGARDE Louis, chef de gare après 66 mois des chemins de fer de l'A. O. F. pour se rendre à Cotonou (Dahomey).

#### Utilisation voiture personnelle

Par décision du :

10 décembre 1935. — M. JALLAIS, chef surveillant des P. T. T., est autorisé à utiliser sa voiture personnelle pour son déplacement de Lomé à Porto-Novo pour y subir les épreuves du concours de mécanicien-électricien suivant télégramme officiel n° 62 du 21 octobre 1935 du gouverneur général de l'Afrique occidentale française.

M. JALLAIS, propriétaire d'une voiture automobile citroën 9 C-V, aura droit à une indemnité de 0 f. 80 par kilomètre parcouru, conformément aux dispositions prévues par l'arrêté n° 92 du 14 février 1934 modifié par les arrêtés du 31 mai 1934 et 3 juillet 1935.

#### PERSONNEL INDIGÈNE

##### Congés

Par décision du :

18 décembre 1935. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 24 décembre 1935 au 22 janvier 1936 inclus, à l'ouvrier de 1<sup>re</sup> classe ASSIONGBOR KPODAR, en service aux travaux publics, pour en jouir au Territoire;

30 jours, du 1<sup>er</sup> au 30 janvier 1936 inclus, au maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe FALSCHAU Gérard, en service à l'école professionnelle de Sokodé, pour en jouir au Territoire;

18 jours, du 1<sup>er</sup> au 18 janvier 1936 inclus, à l'interprète de 5<sup>e</sup> classe MEATCHI ALBADAH, en service au secteur de trypanosomiase à Pagouda, pour en jouir au Territoire;

30 jours, du 2 au 31 janvier 1936 inclus, à l'ouvrier-mécanicien de 3<sup>e</sup> classe AKAKPO DJAMBADÉ, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir au Territoire.

10 décembre 1935. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 15 décembre 1935 au 13 janvier 1936 inclus, au commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe DE SOUZA Dominique, en service au cercle du sud, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 15 décembre 1935 au 13 janvier 1936 inclus, au mécanicien-conducteur de 1<sup>re</sup> classe Joseph K. KOUMAKO, en service au garage central, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 16 décembre 1935 au 14 janvier 1936 inclus, au commis d'administration de 7<sup>e</sup> classe MESSAN Laurent, en service au bureau des finances, pour en jouir au Territoire.

16 décembre 1935. — Le nommé Félix DIEUDONNÉ JOHNSON, est engagé en qualité de commis-auxiliaire au salaire journalier de 7 francs, et est mis en cette qualité à la disposition du président du tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Lomé.

11 décembre 1935. — Une permission de 8 jours, avec solde, valable du 9 au 16 décembre 1935 inclus, est accordée au commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe ADJEVI Sylvain, en service à la direction du service de santé à Porto-Novo, pour en jouir à Lomé (Togo).

10 décembre 1935. — Une permission de 8 jours, avec solde, valable du 13 au 20 décembre 1935 inclus, est accordée au garde frontière de 2<sup>e</sup> classe AJAVON Albert, en service au poste de douanes d'Aflao, pour en jouir à Grand-Popo (Dahomey).

6 décembre 1935. — Une permission de 14 jours, avec solde, valable du 10 au 23 décembre 1935 inclus, est accordée au planton de 8<sup>e</sup> classe NOUTAI Emile, en service au tribunal de 1<sup>re</sup> instance à Lomé, pour en jouir à Porto-Novo (Dahomey).

**FORCES DE POLICE****1<sup>re</sup> — Compagnie de milice :  
Rengagements**

Par décisions du :

4 décembre 1935. — Sont rengagés :

a) — Pour 2 ans à compter du 22 novembre 1935, le sergent KOMOU, N° Mle M/52/A. T. de la 1<sup>re</sup> section de milice à Nawaré.

b) — Pour 1 an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1936, le milicien de 2<sup>e</sup> classe BÈKOUTARÉ, N° Mle M/134/B. T. de la 4<sup>e</sup> section de milice Anécho.

**2<sup>e</sup> — Garde indigène :  
Punition**

Une punition de 15 jours de prison, avec retenue de solde, est infligée au garde de 2<sup>e</sup> classe MADJANOVA, N° Mle 668, du peloton de Klouto pour « faute grave en service ».

**Affectations**

Par décision du :

16 décembre 1935. — Le commis de 7<sup>e</sup> classe des postes, JOHNSON Robert en service au bureau d'Atakpamé est affecté à Bassari, en remplacement du commis KOFFI Jacques, titulaire d'un congé.

ZUPITZER Emile, commis de 7<sup>e</sup> classe des P. T. T. du bureau de Lomé est affecté à Anécho, en remplacement du commis EPHOËVI Charles, titulaire d'un congé.

**Révocation — Rétrogradation**

Par décision du :

8 décembre 1935. — Le garde-frontière de 1<sup>re</sup> classe AGBEMADON (William), est révoqué.

Le garde-frontière de 2<sup>e</sup> classe DIAWARA MAMADOU, est rétrogradé à la 3<sup>e</sup> classe.

**AFFECTATION DE VÉHICULES**

Par décision du :

16 décembre 1935. — Les véhicules automobiles ci-après désignés reçoivent les affectations suivantes :

Camionnette Renault T. T. 744 — cercle du centre.

Camionnette Renault T. T. 745 — cercle du nord.

La camionnette Renault T. T. 743 est mise provisoirement à la disposition du garage central.

**SOCIÉTÉS**

Par décision du :

16 décembre 1935. — Est autorisée la création dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France d'une société artistique dénommée « *La Modestie* » dont les statuts sont annexés à la présente décision.

**BOISSONS ALCOOLIQUES**

Par décision du :

18 décembre 1935. — Sont autorisées l'importation et la mise en vente dans le territoire du Togo du whisky :

« *Original Mountain Dew* »

de la maison ROBERTSON SANDERSON et C<sup>ie</sup> à Leith (Ecosse).

**COMMISSIONS**

Par décisions des :

8 décembre 1935. — La commission prévue à l'article 12 de l'arrêté du 27 octobre 1933, composée de :  
M. M. MAHOUX, administrateur en chef des colonies . . . . . *Président*

SANSON, administrateur-adjoint des colonies, chef du bureau des finances,

CROS, chef du service de l'enseignement,

R. P. LINGENHEIM, directeur des écoles de la mission catholique,

M. CARRIERE, directeur des écoles des missions protestantes.

se réunira dans les bureaux du gouvernement à Lomé le 21 décembre 1935.

16 décembre 1935. — Une commission de classement composée de :

M. M. MAHOUX, administrateur en chef des colonies . . . . . *Président*

SANSON, administrateur-adjoint des colonies, représentant le chef de cabinet,

LAPART, chef du service des P. T. T.,

BARMA, adjoint des services civils, chargé du personnel.

se réunira aux bureaux du gouvernement à Lomé le 20 décembre 1935 à 10 h. 45, en vue de procéder à l'établissement du tableau d'avancement du personnel européen des postes et télégraphes de la métropole détaché au Togo, pour l'année 1936.

La commission prévue à l'article 3 de l'arrêté du 31 janvier 1934, composée de :

M. M. MAHOUX, administrateur en chef des colonies . . . . . *Président*

SANSON, administrateur-adjoint des colonies, chef du bureau des finances,

LAPART, chef du service des P. T. T.,

LESCELLIER, contrôleur des P. T. T.,

BARMA, adjoint des services civils, chargé de la section du personnel . . . . . *Secrétaire*

se réunira le 20 décembre 1935, à 11 heures à Lomé aux bureaux du gouvernement, en vue de statuer sur les propositions faites en faveur du personnel des P. T. T., pour l'attribution des primes de rendement.

**IMPUTATION AU BUDGET LOCAL**

Par décision du :

11 décembre 1935. — Sont mis à la charge du Territoire les frais de traitement, d'entretien et de transport de la nommée AGOUGBA, évacuée, en compagnie de sa mère, sur le centre antirabique d'Accra.

La dépense s'élevant à 271 frs. 72 (deux cent soixante onze francs soixante douze centimes) sera imputée au budget local du Togo, chapitre XVII, article 2, paragraphe 1, exercice 1935.

**INDEMNITÉ**

Par décision du :

17 décembre 1935. — Le garde de 2<sup>e</sup> classe du Dahomey HOUNYE, matricule n° 2.050, planton à la section des A. P. E. A. du Togo à Porto-Novo, est autorisé à utiliser sa bicyclette pour les déplacements auxquels il est astreint par l'exercice normal de ses fonctions.

Il aura droit à ce titre à l'indemnité prévue par les arrêtés en vigueur au Dahomey, savoir actuellement 10 francs par mois, réduite successivement de 20% et de 10%, soit 7 f 20.

La dépense correspondante sera supportée par le budget du Togo pendant tout le temps où la solde de l'intéressé restera à la charge dudit budget.

**NOMINATION D'UN CHEF DE CANTON**

Par arrêté du :

18 décembre 1935. — ALFA TCHA, est nommé chef du canton Tamberma-Est, en remplacement de TOURA, décédé.

**SECOURS**

Par décision du :

16 décembre 1935. — Un secours de cent cinquante francs (150 frs.), est accordé au nommé Boko Assou, domicilié à Lomé, frère de l'ex-homme d'équipe du chemin de fer KATA ASSENKOU, décédé le 1<sup>er</sup> décembre 1935.

La présente dépense sera imputée au chapitre XIII, article 1; paragraphe 1, du budget annexe du C. F. T. exercice 1935.

**SUBVENTIONS**

Par décisions des :

8 décembre 1935. — Une subvention de trois mille cent quatre vingts francs correspondant au montant des liquidations douanières correspondant à l'introduction au Territoire d'un appareil cinématographique est accordée à M. ARCHAMBEAU, commerçant à Lomé.

La dépense correspondante sera imputée sur les crédits ouverts au chapitre XV, article 4, paragraphe 2, « subvention à des établissements du Territoire » budget local, exercice 1935.

16 décembre 1935. — Une subvention de cinq mille francs (5.000 francs), est accordée à l'Aéro-Club du Togo.

La dépense correspondante sera imputée au chapitre XV, article 4, paragraphe 2, du budget local, exercice 1935.

**DOMAINES****Avis de demande d'immatriculation****au livre foncier du territoire du Togo**

Suivant réquisition, n° 986, déposée le 17 décembre 1935 le sieur Richard Ayivon, profession de commerçant, demeurant à Lomé et domicilié à Denu (Gold-Coast); agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 2 ares 13 centiares situé à Lomé, quartier n° 7, (subdivision de Lomé), cercle du sud et borné au nord par terrain à AKOVI, à l'est par terrain à DENNIS HOUEKAKOR, au sud par la rue du Dahomey, à l'ouest par terrain à VAN-LARÉ.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Ledit terrain est vendu à la dame Thérésia Mewolasé suivant contrat en date du 17 décembre 1935.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de première instance de Lomé.

**Avis de bornage**

Le jeudi 30 janvier 1936 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé (quartier n° 6), subdivision de Lomé, cercle du sud consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, sur lequel ne se trouvent que des constructions légères en planches d'une contenance de 3 ares 27 centiares, et borné au nord par terrain à AKAKPO MENSAN, à l'est par terrain à LUDWIG OCCANSEY, au sud par la rue d'ANÉCHO, à l'ouest par terrains à JACINTHO AGUIAR et JOSEPHINE ATAYI, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Emmanuel Komla Louis Dos Reis, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire; suivant réquisition du 12 novembre 1935, n° 984.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

*Le conservateur de la propriété foncière,*  
PEYROTTE

# BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

OCTOBRE 1935

## Climatologie (1)

DATES	LOMÉ			NUATJA			ATAKPAMÉ			PALIMÉ			MISAHOÉ			SOKODÉ			ALÉDJO			PAGOUDA			MANGO		
	(2) Pres.	(3) Temp	(4) Hygr	(5) Pres	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.
1	11,8	25,0	87	97,2	26,4	80	73,4	26,7	83	86,0	20,3	77	65,8		82	64,7	23,5	86	97,2	22,8	00	64,2	20,4	63	97,4	28,1	57
2	10,8	25,7	86	97,3	27,5	74	74,2			83,0	27,0	74	64,1	26,5	78	63,3	24,2	77	24,0	24,4	80	62,9	28,0	75	96,8	28,2	09
3	11,0	26,2	84	97,3	27,5	82	73,8	25,9	87	85,0	27,1	79	64,0	26,0	77	64,4	23,9	85	25,0	24,0	01	63,9	27,4	70	90,0	24,5	
4	11,0	25,5	81	96,9	26,7	80	75,1	26,9	87	83,3	25,7	80	64,0	26,2	78	63,0	23,9	80	25,5	23,6	84	63,7	27,5	69	96,8	20,0	
5	11,8	26,0	85	98,8	27,4	84		26,2	86	85,8	27,4	80	65,1	26,5	82	64,7	23,8	79	26,0	25,0	80	64,3	27,5	81	98,0	24,4	
6	11,8	26,2	83	98,0	27,5	84	72,8	25,6	82	86,8	27,3	73	65,4	25,3		64,8	23,3	86	25,0	22,7	88	64,3	26,7	76	97,0	25,1	
7	11,0	26,1	82	98,4	26,1	80	73,3	23,7	85	86,3	26,0	76				64,1	24,3	70	26,9	24,0	81	63,9	27,0	73	96,8	28,7	
8	12,5	25,7	88	99,4	26,2	86	72,0	24,0	86	86,8	25,1	78				65,3	23,2	70	20,3	23,1	79	64,9	27,4	74	97,4	20,5	74
9	13,0	26,2	83	99,0	27,0	70	74,3	26,6	91	87,7	27,9	78	66,4	26,2	78	65,8	24,0	74	27,2	24,6		65,8	27,2	75	98,0	24,3	74
10	13,0	26,2	85	91,0	26,2	80	72,5	23,8	88	88,2	26,0	81	66,7	25,7	77	67,1	23,3	71	27,2	23,0	83	66,0	26,4	72	99,2	24,6	71
11	12,8	25,0	83	90,0	26,1	80	72,5	26,0	78	87,0	26,6	79	66,6	25,5	70	66,0	22,4	74	26,4	23,4	83	64,9	26,5	76	99,4	24,8	77
12	11,5	26,1	86	98,1	28,0	85	72,1	26,0	78	86,0	26,6	82	64,9	25,6		65,1	22,9	73	27,1	23,8	87	64,3	26,4	73	96,3	26,0	77
13	11,0	26,5	85	97,9	27,0	92	72,2	23,8	81	83,7	26,1	80	65,3	26,3		64,4	24,1		28,2	24,5	85	64,5	27,1	70		24,3	85
14	12,6	25,8	88	97,3	26,9	93	73,1	23,7	80	86,9	26,0	82	66,3	25,5	84	65,5	22,0		25,9	23,0	86		26,2	78	97,4	28,1	74
15	12,1	26,1	80	95,5	27,8	90	72,0	24,0	78	86,3	26,3	76	63,7	25,9	78	65,1	25,0		25,9	23,1	86	64,7	26,8	77	97,2	23,0	79
16	11,6	26,4	79	97,1	27,1	94	71,3	23,4	85		26,0	79	63,3	25,2	78	64,8	23,0		25,3	23,8	84	63,0	26,7	70	96,8	24,1	80
17	12,4	26,6	86	96,3	27,3	95	74,0	25,8	82	86,6	26,4	81	66,0	25,6	86	65,7	22,1		26,3	23,5	90	64,8	26,5	70		26,5	72
18	12,9	25,7	86	96,9	27,3	89	73,1	26,8	86	87,2	26,1	80	66,3	25,3	78	63,9	22,8		26,4	24,0	81	63,1	26,9	66	97,2	26,8	78
19	12,7	26,3	83	97,2	27,8	89	73,1	24,9	96	86,8	26,7	78	66,2	26,5	78	63,7	23,2		27,2	23,6	78	65,4	26,1	72	98,2	28,0	00
20	12,0	26,7	83	95,4	27,5	88	73,8	24,4	83	86,3	27,5	80	63,5	26,9		64,9	24,3		26,5	26,5	77	64,0	26,5	64	97,3	27,8	62
21	11,5	25,9	79	94,8	27,5		74,1	26,3	91		27,0	71	64,7	26,3	64	64,4	24,6		26,9	23,8	77	63,6	26,7	73	96,8	26,8	61
22	11,5	26,9	81	95,4	28,1	82	73,1	27,8	80	85,1	27,2	81	64,4	27,2		63,8	24,9		26,3	24,3	74	63,9	26,6	68	98,3	28,7	07
23	12,3	27,0	82	96,2	28,1	70	72,6	26,2	77	86,8	27,1	80	65,1	26,2	80	65,8	25,3		27,1	24,8	83	65,4	28,7	60	97,2	28,0	08
24	12,3	28,7	84	96,4	27,8	91	72,2	26,8	74	86,2	27,8	64	65,3	26,5	70	65,1	24,5		26,9	23,0	78	64,3	27,8	67	98,7	28,5	06
25	12,5	27,2	84	96,0	29,1	83	73,6	25,6	72	86,1	27,3	61	66,0	26,8	69	65,5	25,7		26,8	24,5	86	64,9	27,5	63	98,8	28,8	04
26	11,3	27,1	80	94,0	28,2	87	74,0	27,4	73	86,2	28,0	83	66,1	27,0	77	64,8	24,6		26,0	24,1	84	64,1	27,6	69	99,9	28,6	00
27	12,0	27,4	81	95,8	27,5		72,9	26,3	82	86,5	27,2	73	64,9	27,3	77	65,7	22,9		25,9	22,6	83	64,7	27,6	67	97,4	28,8	50
28	11,9	26,6	82	95,9	28,0	80	73,9	26,2	83	86,2	27,6	70	65,6	27,4	08	64,6	23,0		25,2	24,9	73	64,6	28,2	63	97,1	29,7	09
29	11,9	27,5	84	96,0	28,2	82	73,8	26,1	79	83,8	28,2	80	65,0	27,9	79	64,7	24,5		25,6	24,0	85	64,0	28,4	70	96,7	28,8	72
30	10,5	26,7	82	96,2	27,2	89	72,0	26,0	80	84,9	26,8	82	63,4	27,1	73	63,6	24,7		26,2	23,0	84	62,8	28,4	67	96,7	29,3	01
31	10,1	27,7	83	98,2	28,3	80	71,0	28,5	82	84,0	28,1	79	62,9	26,3		63,1	25,1		24,9	24,7	81	62,5	28,3	68	97,1	30,5	87
Moy.	12,0	26,4	83	97,0	27,5	85	73,5	26,0	83	86,2	26,9	78	65,2	26,2	77	64,9	23,9	78	24,0	24,0	82	64,3	27,3	71	97,1	27,3	68

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars et corrigé à 0° : 1.000 +

(5) En millibars et corrigé à 0° : 900 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %.

# Pluviométrie <sup>(6)</sup>

DATES	LOMÉ	TSEVIÉ	ANÉCHO	PALIMÉ	MISAHOE	NUATJA	ATAKPANÉ	KLABÉ	YÉGUÉ	SOKODÉ	BASSARI	ALEDJO	PAGOUDA	MANGO	DAPANGO
1	G							24,2	5,3			12,4		1,3	
2	G														1,9
3						6,3				2,5	3,0				7,5
4								G			1,2				7,1
5				12,0		0,5	2,5	10,0	79,8		10,0	28,0	47,5	0,5	6,3
6						6,2	6,2						2,0	1,6	
7	8,3	20,0	5,0	54,0		18,3	1,0	G	10,6					7,1	
8	G														G
9				1,0		1,0	15,0	28,0		3,0	G			1,4	
10	0,3	10,0	G	17,0	9,0	15,0								7,8	4,2
11						4,2				10,5	G		10,0	8,7	5,2
12				2,5	1,5	1,8					12,9	4,2			
13	G	8,4	1,0	23,0	28,8	16,0					G	11,6	5,0	G	
14	1,3		G			2,2	2,0			15,0	6,0	0,6			6,2
15						10,3					19,8	61,3		10,8	
16						1,0								8,0	
17	G				0,1						18,0				
18				G		G	3,7		7,3	11,3		2,9		2,6	G
19							2,5	9,0	6,5						1,9
20		39,6	10,8						10,6			1,6			
21		11,6		3,0											
22		2,1				4,3	2,0	7,0		6,2					
23	31,7	6,2	1,0								3,2	5,0			
24						9,4									
25									4,3		5,0	5,7			
26	G						7,0		7,5	21,3	10,3	3,2			5,5
27								19,0							G
28							G				G				
29	0,9	6,8	5,0	11,5							25,0				
30					82,0						7,0				
31		4,0		23,0		15,0						16,1			
TOTAL	42,5	108,7	22,8	147,0	121,4	111,5	41,9	97,2	131,9	69,8	121,4	152,6	64,5	49,8	45,8

(6) Hauteur d'eau tombée en millimètres,

G : Gouttes.

1<sup>er</sup> janvier 1936

JOURNAL OFFICIEL DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

**AVIS D'OUVERTURE DE SUCCESSION****Succession militaire**

Les créanciers et débiteurs de la succession du sergent-chef BOURON Eugène de l'infanterie coloniale, détaché hors cadres aux forces de police du Togo, décédé le 14 décembre 1935 à Katchamba (cercle du nord) sont invités à produire leurs titres, où à se libérer, dans le plus bref délai, entre les mains du fonctionnaire soussigné.

*Le Receveur de l'enregistrement chargé  
des successions de fonctionnaires et militaires.*

PEYROTTE.

**AVIS AUX NAVIGATEURS**

N° 101 — Les navigateurs sont informés que trois bouées, à pavillon repères de câble sous-marin, ont été mouillées au large des côtes de la Côte d'Ivoire.

La première par : 3° 28' de latitude nord

et : 3° 20' de longitude ouest (Greenwich)

La deuxième par : 3° 40' de latitude nord

et : 5° 20' de longitude ouest (Greenwich)

La troisième par : 3° 40' de latitude nord

et : 7° 16' de longitude ouest (Greenwich).

**PARTIE NON OFFICIELLE**

« L'Administration du Territoire déclare déclinier toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

**CHANGEMENT DE NOM**

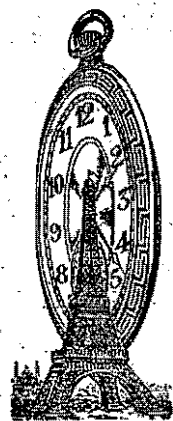
Nous soussignés, Francis Attiogbé, Anthon Attiogbé, Emmanuel Attiogbé, Jean Attiogbé, Timothée Anani Agbobly, Léopold Akuété Agbobly, Rudolph Agbobly, Emmanuel Agbobly, nos frères et sœurs avons l'honneur de faire connaître au public qu'à partir du premier Janvier 1936, le nom de notre grand-père « Atayi » sera ajouté aux noms que nous portons jusqu'ici.

Tous nos documents antérieurs à cette date conservent leur authenticité.

Francis Attiogbé Atayi,  
Rudolph Agbobly Atayi etc. etc.

**COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE**

“ A la Tour Eiffel ”

**JOYEROT & JACOT**

Catalogue général d'Horlogerie  
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé  
gratuit et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés

23, rue Gambetta — BESANÇON — France

# L'ALMANACH VERMOT EST PARU

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
(Pays à demi-tarif)	50 fr.	30 fr.
Etranger (Pays à plein tarif)	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1 fr. 50  
Par porteur ou par la poste, Togo, France et Colonies : 1 fr. 75  
Etranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO. (A. O. F.)  
Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.  
Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne ..... 3 fr.  
Minimum ..... 10 fr.  
La page ..... 200 fr.  
Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum 10 fr.  
Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.  
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE



### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 9 novembre 1935, modifiant au Togo les droits d'importation sur les pétroles. 17
- Arrêté du 9 novembre 1935, supprimant la taxe de circulation sur les essences et pétroles et modifiant les taux de la taxe sur le chiffre d'affaires. 18

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

##### Droits d'importation sur les pétroles

ARRETE N° 506 modifiant au Togo les droits d'importation sur les pétroles.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1918 sur le régime financier des colonies, notamment en son article 74;

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu le décret du 2 juillet 1928 relatif à l'application de la loi ci-dessus visée;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1928 fixant les taxes à percevoir à l'entrée dans le territoire du Togo des produits de toute origine et provenance;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

#### ARRETE

ARTICLE PREMIER. — Le tableau n° 1 de l'arrêté du 6 novembre 1928 fixant les taxes à percevoir à l'entrée dans le Territoire des produits de toute origine et provenance est ainsi modifié en ce qui concerne les pétroles.

DÉSIGNATION DES PRODUITS	UNITÉS SUR LESQUELLES PORTENT LES DROITS	QUOTITÉ DES DROITS
Pétroles {	Raffinés et	
	extra raffinés	100 kilos net 48 francs
	Essences	100 kilos net 70 francs

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 9 novembre 1935.

DESANTI.

Approuvé par câble ministériel n° 5 du 7 janvier 1936.

**Taxe sur le chiffre d'affaires et taxe de circulation  
sur les pétroles raffinés et les essences de pétrole**

**ARRETE N° 507 supprimant la taxe de circulation  
sur les essences et pétroles et modifiant les taux de  
la taxe sur le chiffre d'affaires.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions  
et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier  
des colonies et tous les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté 635 du 16 novembre 1931 frappant les pétro-  
les raffinés et les essences de pétrole d'une taxe de circula-  
tion;

Vu l'arrêté n° 336 du 23 juillet 1935 déterminant les règles  
de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la  
taxe compensatrice;

Vu l'arrêté n° 337 du 23 juillet 1935 fixant les taux de la  
taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice per-  
çues dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 508 du 9 novembre 1935 rapportant l'arrêté  
n° 569 du 20 novembre 1932 portant réglementation de la  
taxe sur les véhicules;

Vu la convention intervenue à Aného le 5 novembre 1931  
entre le lieutenant-gouverneur du Dahomey et le Commissaire  
de la République au Togo;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est rapporté l'arrêté n° 635  
du 16 novembre 1931 frappant les pétroles raffinés  
et les essences de pétrole d'une taxe de circulation.

ART. 2. — L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 25 juillet  
1935 fixant les taux de la taxe sur le chiffre d'affai-  
res est modifié comme suit :

1<sup>o</sup> — *Patentés exportateurs :*

4% du chiffre des exportations;

2<sup>o</sup> — *Patentés importateurs :*

35% sur les essences de pétrole importé.

25% sur les pétroles raffinés.

25% sur les huiles de graissage.

14% sur les pneus, bandages, chapes, chambres à  
air, pièces détachées pour automobiles, motocyclettes  
et vélo-moteur.

5% sur les autres articles importés.

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté qui entrera en vigueur  
pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1936, sera enregistré, com-  
munié et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 novembre 1935.

DESANTI.

Approuvé par câble ministériel n° 5 du 7 janvier  
1936.